

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1909.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1910 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. STANDAERT.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1910 s'élève à 30,265,900 francs, en augmentation de 1,363,700 francs.

Les dépenses ordinaires subissent les augmentations normales, en rapport avec les besoins constatés; seul l'article relatif aux tribunaux de première instance accuse une augmentation assez sensible (71,000 francs) par suite de la création récente d'une douzaine de places de magistrat et de greffier adjoint.

Quant aux dépenses exceptionnelles, elles montent de 925,000 francs en 1909 à la somme de 2,080,000 francs.

Dans ce chiffre nous trouvons notamment 490,000 francs prévus pour des travaux de construction et d'améliorations aux maisons cellulaires de Bruxelles, Audenarde, aux Écoles de bienfaisance de l'État, et 600,000 francs pour les travaux à l'église de Laeken.

En regard de cette augmentation du chiffre des dépenses exceptionnelles, on peut faire remarquer qu'au Budget de 1909 ce même chiffre était en diminution de 920,000 francs sur l'exercice précédent.

*
* *
*

L'une des sections de la Chambre a émis le vœu de voir se produire, au sein du Parlement, un débat, sur les principales questions traitées dans le rapport du Budget de la Justice pour l'exercice écoulé.

(1) Budget, n° 41^v.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Van Der Linden, Cocq, Versteyle, Standaert, Visart de Bocarmé, Golaert.

Ces questions sont les suivantes :

Réorganisation de la police judiciaire et de la police rurale.

Investigation judiciaire.

Récidive.

Révision du Code civil — du Code de procédure civile (diminution des frais de justice) — du Code de procédure pénale (instruction préparatoire).

Procédures parlementaires et révision des Codes

La section centrale a été d'avis qu'il y avait lieu de tenir compte du vœu exprimé en section : En conséquence elle a décidé que le rapport pour l'exercice 1910, limité à quelques considérations sommaires, serait déposé, sans retard, sur le bureau de la Chambre. La tâche du rapporteur se trouvant ainsi simplifiée, il peut se borner à signaler le seul point au sujet duquel la section centrale a délibéré : l'assistance judiciaire gratuite.

*
* *

« L'abus du *Pro Deo* » soulève de très vives protestations.

La question est délicate (1).

Depuis les temps lointains, où la procédure s'engageait *Pro Deo Et Sancto Ivone*, le droit à l'assistance judiciaire gratuite ne fut jamais ni discuté ni marchandé. La justice doit être accessible à tous et particulièrement dans notre pays — où le *Jus pro Deo* a vu le jour — il ne saurait venir à l'esprit de personne de porter quelque atteinte au droit de l'indigent.

Mais autant le droit est un bien, autant l'abus est un mal.

L'abus porte une atteinte grave aux intérêts du trésor public, qui se trouve injustement frustré; il lèse quantité de justiciables, exposés aux actions facilement intentées et dont ils doivent, même en cas de gain du procès, payer les frais; il atteint dans leurs intérêts professionnels nombre d'officiers ministériels obligés à prêter gratuitement leur ministère.

Le souci bien entendu des indigents exige la répression de la fraude : la multiplicité anormale des procédures gratuites a pour conséquence inéluctable le manque de zèle, voire l'inertie des officiers ministériels, obligés de prêter gratuitement leur ministère dans des conditions frustratoires.

Qui dira dans quelles proportions l'abus de la procédure gratuite contribue à l'encombrement des rôles? On ne saurait contester que foule de procès intentés sous le couvert du *Pro Deo* ne verraient jamais le jour si

(1) A consulter notamment :

G. PERGAMENI, Étude sur le régime du *Pro Deo*, *Belgique judic.*, 656, p. 961; H. DYCKMANS, L'assistance judiciaire, *Journal des Tribunaux*, 1888, p. 567; CUREZ et DEMOOR, *Code du Pro Deo*; PANDECTES BELGES, t. 80 V°, Procédure gratuite, *Répertoire du droit français*, t. V v°, Assistance judiciaire; Projet de loi Giroul-Neujean-Hymans, *Doc Parl.* (Chambre), 1900-1901, p. 574. Discussions du budget de la justice (Chambre) *Ann. Parl.*, 1894-95-1907-08 (Sénat), 1905-04-1905-1906. F. NICOLAS, L'abus du *Pro Deo* en Belgique (1909), *Journal des Tribunaux*, années 1908-1909.

ceux qui les poursuivent devaient, éventuellement, en payer les frais. Il semble établi, d'ailleurs, qu'en Belgique, le très grand nombre des actions poursuivies, au moyen du *Pro Deo*, finissent par un débouté.

Quelques éléments de statistique peuvent être intéressants pour l'étude de la question.

Nombre des requêtes aux fins d'obtention du Pro Deo (tribunaux civils).

	Bruxelles.		Anvers.		Liège.		Gand.		Charleroi.	
Année	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1900-01	1271	74(*)	298	15	624	21	245	22	699	106
— 1901-02	1067	167	341	24	654	42	250	13	547	186
— 1902-03	1093	188	372	19	680	42	251	17	643	131
— 1903-04	1260	102	388	11	760	23	254	16	1212	50
— 1904-05	1330	85	437	12	780	54	227	10		
— 1905-06	1330	21	415	8	743	59	239	19	890	66
— 1906-07	2161	60	387	10	787	61	305	30	808	101
— 1907-08	1074	54	366	64	871	58	285	20	954	85

Ce tableau nous montre un état quasi stationnaire à Anvers et à Gand contre une progression croissante à Liège, à Charleroi, à Bruxelles, avec des à-coups singuliers.

A Bruxelles, où le nombre des justiciables admis au *Pro Deo* s'élevait en 1888 à 460, le chiffre a triplé, même quadruplé en vingt ans.

La plupart des autres tribunaux du pays maintiennent une situation qui se rapproche sensiblement de celle constatée à Anvers et à Gand.

Voici les chiffres pour Louvain, Bruges, Tournai, Nivelles et Termonde, depuis l'année 1897-98 jusque et y compris 1907-08.

Louvain.		Bruges.		Tournai.		Nivelles.		Termonde.	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
66	4 (*)	51	6	178	8	88	26	47	44
71	1	73	10	175	6	46	52	65	35
85	3	85	6	124	4	37	19	57	42
75	7	68	4	175	5	77	36	58	34
92	8	78	5	119	18	83	14	56	42
95	14	75	14	133	11	69	19	60	40
97	10	69	6	128	10	97	16	42	30
126	11	75	11	143	5	105	28	66	14
92	25	64	4	155	4	99	23	63	17
82	12	77	15	154	2	88	32	57	16
86	9	72	5	204	8	85	39	87	17

(*) Le chiffre des requêtes *refusées* est renseigné en italique en regard du nombre des requêtes *agréées*.

Ce qui peut être intéressant à noter, c'est la moyenne des requêtes rejetées; elle est la suivante pour les dix dernières années :

A Bruxelles	6.63 p. c. demandes refusées.		
A Liège.	5.76	—	—
A Nivelles	25.38	—	—
A Termonde	33.47	—	—

Pour l'ensemble du pays, la statistique donne les indications suivantes :

	Requêtes agréées.	Requêtes rejetées.
En 1888-89 (ancienne loi).	1,506	91
1889-90	1,815	130
1894-95	3,239	359
1900-01	4,502	404
1905-06	5,357	519
1906-07	6,065	469
1907-08	5,522 (1)	434

Comme toutes les statistiques, les chiffres qui précèdent prêtent à discussion.

On en peut induire, toutefois, que la progression constante des requêtes en *Pro Deo* a lieu dans quelques arrondissements judiciaires seulement, tandis qu'ailleurs la situation reste quasi stationnaire.

Dans des arrondissements où l'on constate une progression qui peut paraître anormale, le nombre des requêtes *non agréées* est infime en comparaison du chiffre des refus dans d'autres arrondissements où aucune progression n'est constatée.

Faut-il en conclure que là où la population est particulièrement dense et, partant, les moyens de contrôle au sujet de l'indigence plus difficiles, il se produit le moins de refus et une gradation exagérée de requêtes en *Pro Deo*? Serait-il hasardeux d'affirmer que rarement, à Bruxelles, une requête est rejetée pour non indigence du requérant?

En présence de ces constatations on peut se demander si les tribunaux sont bien placés pour trancher la question d'indigence : les juges n'ont pas les moyens d'investigation voulus pour s'éclairer mûrement sur l'état réel des requérants, et surchargés, comme ils le sont dans certains tribunaux, le temps leur fait défaut pour un examen approfondi.

Il en va différemment pour d'autres organismes appelés, de par la loi, à trancher les questions d'indigence. Les comités de patronage, pour décider que l'ouvrier qui sollicite l'allocation de retraite de 65 francs est dans le besoin, ont le droit d'investigation; en cas de doute, un délégué du Comité

(1) La diminution constatée en 1907-08 sur l'exercice précédent provient exclusivement du nombre des requêtes admises au seul tribunal de Bruxelles : 1,074 requêtes en 1907-08 contre 2,161 requêtes en 1906-07.

se rend sur place et fait une enquête. Les conseils civiques de revision pour apprécier si le réclamant est, oui ou non indigent, font procéder à des enquêtes en dehors de l'intéressé, se renseignent à la conservation des hypothèques, s'informent auprès des directeurs ou patrons du montant des appointements ou salaires, etc.

Rien de semblable en matière de procédure gratuite, on se contente d'un certificat émané du receveur des contributions et de la déclaration de l'intéressé.

Qui ne voit que la déclaration de l'intéressé est une garantie bien fragile contre la fraude, et que le certificat du receveur n'est pas même une présomption, des milliers de citoyens se trouvant dans une situation aisée tout en ne versant rien au Trésor public.

Il faut donc se demander s'il n'y a pas lieu d'instaurer une juridiction spéciale qui trancherait les questions d'indigence. Un organisme de ce genre est institué par la loi française du 22 janvier 1851 : l'admission à l'assistance devant les tribunaux est prononcée par un bureau spécial, établi au chef-lieu d'arrondissement et composé : 1° du directeur de l'enregistrement et des domaines ou d'un agent de cette administration délégué par lui; 2° d'un délégué du préfet; 3° de trois membres choisis dans le monde judiciaire. Ce bureau a le droit de prendre toutes les informations pour s'éclairer sur les ressources du demandeur et invite la partie adverse à disputer devant lui la question d'indigence.

Voilà une première réforme possible.

Mais notre législation semble admettre qu'on ne doit avoir de l'indigence qu'une notion absolue; d'après la loi, on est indigent ou on ne l'est pas. Or l'indigence est essentiellement relative : relativité subjective quand on considère les individus qui peuvent être plus ou moins indigents, relativité objective eu égard aux procès qui, d'après leur nature, sont plus ou moins onéreux.

Dans l'hypothèse de la création d'un bureau d'assistance judiciaire, pourquoi celui-ci ne pourrait-il décider que tel requérant *relativement* indigent sera admis au bénéfice de la procédure gratuite moyennant consignation au greffe de cent francs, deux cents francs, ou toutes autres sommes à déterminer?

Que si ces sommes étaient affectées, par privilège, au paiement des frais exposés par la partie adverse pour se défendre contre l'indigent, quel progrès réalisé, quelle atténuation d'une injustice contre laquelle récriminant à juste titre tant de petits industriels et patrons, victimes pitoyables des abus du *Pro Deo*. Faut-il aller jusqu'à indemniser, au moyen des deniers publics, les officiers ministériels qui prêtent leur concours aux procédures gratuites, voire même les avocats nommés d'office? La solution de cette question nous semble subordonnée à la répression efficace des abus, car personne ne réclamerait si le bénéfice de la procédure gratuite était ramené dans des limites raisonnables.

M. le Ministre de la Justice, convaincu de la réalité du mal dont on se plaint, a mis à l'étude la répression des abus en matière d'assistance judiciaire gratuite; nous pouvons donc espérer une solution à bref délai; peut-

être, au cours de la discussion du présent Budget, l'honorable Ministre pourra-t-il faire connaître à la Chambre ses intentions.

*
* *

La section centrale a été saisie d'une pétition émanée des greffiers et greffiers adjoints près des tribunaux de première instance, demandant un prompt examen, au sein de la Chambre, du projet de loi modifiant le taux de leur pension; la section centrale émet le vœu de voir donner satisfaction à cette demande légitime.

De même les commis-greffiers près des justices de paix demandent que, conformément aux promesses faites par M. le Ministre de la Justice, leur sort soit sérieusement amélioré; cette demande est à tous égards justifiée: la loi sur les accidents du travail, notamment, entraîne pour les greffes de justice de paix un surcroît de labeur considérable et dans ces conditions l'équité commande d'améliorer la position des commis-greffiers.

Il y a lieu de même de signaler de rechef à la bienveillante attention du Ministre la situation des commis des parquets: ils ont été exclus des larges avantages concédés en 1903 aux secrétaires et aux commis-chefs des parquets; on ne peut objecter que les commis ont l'espoir de monter en grade, car la statistique prouve que les deux tiers d'entre eux doivent renoncer à toute éventualité d'avancement.

*
* *

L'ensemble du Budget de la Justice pour l'exercice de 1910 a été adopté par la section centrale à l'unanimité.

Le Rapporteur,

EUG. STANDAERT.

Le Président,

NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 DECEMBER 1909.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1910 beloopt 30,263,900 frank, hetzij 1,565,700 meer dan het vorige jaar.

De gewone ontvangsten verhoogden op geregelde wijze, naar gelang van de vastgestelde behoeften; alleen het artikel betreffende de rechtbanken van eersten aanleg wordt in nog al ruime mate verhoogd (71,000 frank); deze verhoging is het gevolg van het onlangs instellen van een twaalfstal plaatsen van magistraat en van adjunct-griffier.

De uitzonderlijke uitgaven stijgen van 925,000 frank in 1909 tot 2,080,000 frank.

In dit cijfer zijn begrepen, namelijk, 490,000 frank voorzien voor het bouwen en verbeteren van de celgevangenissen te Brussel en Audenaarde, alsmede van 's Rijks Weldadigheidsscholen, en 600,000 frank voor de werken aan de kerk te Laken.

Ten aanzien van deze verhoging van het bedrag der uitzonderlijke uitgaven dient te worden aangemerkt dat, op de Begrooting voor 1909, hetzelfde cijfer 920,000 frank lager was dan voor het dienstjaar 1908.

* * *

Eene van de afdeelingen der Kamer heeft den wensch geuit dat de verschillende punten, uiteengezet in het verslag over de Begrooting van Justitie voor het afgelopen dienstjaar, in de Kamer worden behandeld.

(1) Begrooting, n^o 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Van Der Linden, Cocq, Versteylen, Standaert, Visart de Bocarmé, Colaert.

Het zijn de volgende :

Herinrichting van de rechterlijke en van de landelijke politie.

Rechterlijk onderzoek.

Herhaling.

Herziening van het Burgerlijk Wetboek — van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging (vermindering van de gerechtskosten) — van het Wetboek van Strafvordering (inleidend onderzoek).

Werkwijzen van de Kamers en herziening der Wetboeken.

De Middenafdeeling was van oordeel dat er gevolg dient te worden gegeven aan den wensch der afdeeling. Zij heeft bijgevolg beslist dat het verslag voor het dienstjaar 1910 zou worden beperkt tot enkele kortbondige opmerkingen en onverwijld overgelegd op het bureel der Kamer. Aldus was de taak van den verslaggever vereenvoudigd. Hij kon zich bepalen tot de vermelding van het eenig punt waarover de Middenafdeeling beraadslaagde: den kosteloozen bijstand voor het gerecht.

*
* *

Het misbruik van het *Pro Deo* geeft aanleiding tot krachtig verzet.

't Is eene kiesche zaak (1).

Sedert de verafgelegen tijden, toen de rechtspleging geschiedde *Pro Deo Et Sancto Ivone*, werd het recht op kosteloozen bijstand voor het gerecht nooit betwist, noch werden daarom moeilijkheden gemaakt. Het gerecht moet toegankelijk zijn voor allen; inzonderheid in ons land — waar het *Jus pro Deo* ontstond — zou niemand er aan denken eenige inbreuk te maken op het recht van den behoeftige.

Doch is het recht eene weldaad, het misbruik is een kwaad.

Het misbruik schaadt in aanzienlijke mate's Lands Schatkist, die ten onrechte wordt benadeeld; het schaadt tal van rechtsonderhoorigen, blootgesteld aan gemakkelijk ingestelde rechtsvorderingen, waarvan zij, zelfs wanneer zij het pleit winnen, de kosten moeten betalen; het schaadt de vakbelangen van talrijke openbare beampten die kosteloos hun dienst moeten leenen.

Het goedbegrepen belang van de behoeftigen eischt dat het bedrog wordt beteugeld: het abnormaal toenemen van rechtsgedingen, die kosteloos worden ingesteld, geeft onvermijdelijk aanleiding tot verzwakking van ijver, ja tot werkeloosheid bij de openbare ambtenaren, die hunnen dienst moeten verleenen onder schadeverwekkende omstandigheden.

Wie kan zeggen in hoeverre het misbruik van kosteloze rechtspleging bijdraagt tot de overlading van de rollen? Onbetwistbaar zouden tal van

(1) Men raadplege, onder andere, G. PERGAMENI, *Étude sur le régime du Pro Deo*, Belg. *Judic.*, d. 36, bl. 961; H. DYCKMANS, *L'assistance judiciaire*, *Journ. Trib.*, 1888, bl. 567; CAREZ et DEMOOR, *Code du Pro Deo*; PANDECTES BELGES, d. 80, v° Procédure gratuite; RÉPERTOIRE DU DROIT FRANÇAIS, d. V. v° Assistance judiciaire; Wetsontwerp Giroul-Neujean-Hymans, Stukk. (Kamer), 1900-1901, bl. 574. Behandeling van de Begroeting van Justitie (Kamer), *Hand.*, 1894-95, 1907-08, (Senaat) 1905-04, 1905-06; F. NICOLAS, *L'abus du Pro Deo en Belgique* (1906); *Jour. Trib.*, jaarg. 1908-1909.

rechtsvorderingen, ingesteld door middel van *Pro Deo*, nooit oprijzen, moesten zij, die ze vervolgen, bij voorkomend geval de kosten daarvan betalen. Overigens, het schijnt bewezen te zijn dat, in België, meestal de rechtsvorderingen, die worden vervolgd door middel van het *Pro Deo*, eindigen met eene afwijzing.

Ziehier enkele statistieken die van belang kunnen zijn voor het onderzoek dezer zaak :

Getal verzoekschriften om 't Pro Deo te bekomen (burgerlijke rechtbanken).

	Brussel.	Antwerpen.	Luik.	Gent.	Charleroi.
Jaar 1900-01	1271 74(*)	298 15	624 21	245 22	699 106
— 1901-02	1067 167	341 24	654 42	250 13	547 186
— 1902-03	1093 188	372 19	680 42	251 17	643 131
— 1903-04	1260 102	588 11	760 23	234 16	1212 50
— 1904-05	1330 85	457 12	780 54	227 10	
— 1905-06	1330 21	445 8	743 59	239 19	890 66
— 1906-07	2161 60	387 10	787 61	305 30	808 101
— 1907-08	1074 54	366 64	871 58	285 20	954 85

Uit deze tabel blijkt dat de toestand nagenoeg onveranderd blijft te Antwerpen en te Gent; dat er integendeel groote toeneming is te Luik, Charleroi, Brussel, met zonderlinge plotselinge veranderingen.

Te Brussel werd 460 maal het *Pro Deo* toegestaan in 1888, doch in twintig jaren is het cijfer verdriedubbeld, ja vervierdubbeld.

In 't meerendeel van de andere rechtbanken des lands blijft de toestand onveranderd; hij is nagenoeg dezelfde als de toestand te Antwerpen en te Gent.

Ziehier de cijfers voor Leuven, Brugge, Doornik, Nijvel en Dendermonde, te rekenen van 1897-98 tot en met 1907-1908 :

Leuven.	Brugge.	Doornik.	Nijvel.	Dendermonde.
66 4(*)	51 6	178 8(1)	88 26	47 44
71 1	73 10	175 6	46 52	65 35
85 3	85 6	124 4	57 19	57 42
75 7	68 4	175 5	77 36	58 34
92 8	78 5	119 18	83 14	56 42
95 14	75 14	133 11	69 19	60 40
97 10	69 6	128 10	97 16	42 30
126 11	75 11	143 5	105 28	66 14
92 25	64 4	155 4	99 23	63 17
82 12	77 15	154 2	88 52	57 16
86 9	72 5	204 8	85 39	87 17

(*) Het cijfer der *afgewezen* verzoekschriften is cursief gedrukt benevens dit der *aangenomen* verzoekschriften.

Meldenswaardig is de verhouding van de afgewezen verzoekschriften; voor de laatste jaren bedraagt zij :

Te Brussel	6.63 t. h. afgewezen.
Te Luik	5.76 — —
Te Nijvel	23.38 — —
Te Dendermonde	33.47 — —

Voor het gansche land levert de statistiek de volgende cijfers op :

Vroegere wet.	Toegestane verzoekschriften.	Afgewezen verzoekschriften.
—	—	—
In 1888-89. . .	1,306	91
1889-90. . .	1,815	130
1894-95. . .	3,239	339
1900-01. . .	4,502	404
1905-06. . .	5,357	319
1906-07. . .	6,065	469
1907-08. . .	5,322 (1)	454

Bovenstaande cijfers kunnen, evenals elke statistiek, aanleiding geven tot betwisting.

Men kan er uit afleiden dat de voortdurende toeneming van de verzoeken om *Pro Deo* alleen in enkele rechterlijke arrondissementen voorkomt, terwijl elders de toestand als 't ware onveranderd blijft.

In de arrondissementen waar eene eenigszins ongewone toeneming zich voordoet, is het aantal *afgewezen* verzoeken onbeduidend tegenover het cijfer van de weigeringen in andere arrondissementen, waar geene toeneming wordt waargenomen.

Moet men daaruit besluiten dat, daar waar de bevolking bijzonder dicht is en waar het bijgevolg moeilijker is de behoefte na te gaan, het minst verzoeken afgewezen worden en de aanvragen om *Pro Deo* op eene blijkbaar overdreven wijze toenemen? Zou het gewaagd zijn te beweren dat, te Brussel, zelden eene aanvraag wordt afgewezen wegens niet-behoefte van den aanvrager?

Ten aanzien van deze feiten mag men zich afvragen of de rechtbanken wel goed in staat zijn om het vraagstuk van behoefte op te lossen : de rechters missen de vereischte middelen tot onderzoek om rijpelijk ingelicht te zijn over den werkelijken toestand der verzoekers; overlast zooals ze zijn in sommige rechtbanken, ontbrekt hun de noodige tijd tot een grondig onderzoek.

Anders is het gelegen met andere instellingen, die krachtens de wet zijn gelast uitspraak te doen over de behoefte. Om te beslissen dat de werkmán, die het pensioen van 65 frank aanvraagt, behoefte is, hebben de be-

(1) De vermindering, in 1907-08 vastgesteld op het voorgaande dienstjaar, spruit uitsluitend voort uit het getal verzoeken, aangenomen bij de rechtbank van Brussel alleen : 1,074 in 1907-08 tegen 2,161 in 1906-07.

schermingscomiteiten het recht tot onderzoek; ingeval van twijfel, begeeft een afgevaardigde zich ter plaatse om over te gaan tot het onderzoek. De burgerlijke revisieraden, die moeten nagaan of de eischer al of niet behoeftig is, stellen een onderzoek in buiten het weten van den belanghebbende, vragen inlichtingen bij den bewaarder der hypotheeken, bij de bestuurders of patroons over het bedrag van jaarwedde, loon, enz.

In zake van kosteloze rechtspleging geschiedt niets van dien aard; men vergenoegt zich met het getuigschrift, afgegeven door den ontvanger der belastingen, en met de verklaring van den belanghebbende.

Wie bevroedt niet dat de verklaring van den belanghebbende een broze waarborg tegen bedrog is, en dat het getuigschrift van den ontvanger niet eens een vermoeden is, aangezien duizenden burgers in een gegoeden toestand verkeerden, zonder iets in 's Lands Schatkist te storten?

Derhalve rijst de vraag op, of er niet behoeft tot stand te komen eene bijzondere rechtsmacht, die over de vraagstukken van behoeftigheid zou uitspraak doen. Eene instelling van dien aard werd in Frankrijk tot stand gebracht door de wet van 22 Januari 1851: toelating tot bijstand voor het gerecht wordt verleend door een bijzonder bureel, gevestigd in de hoofdplaats van het arrondissement en bestaande uit: 1° den bestuurder van de registratie en domeinen of een door hem afgevaardigden beambte van dat bestuur; 2° een afgevaardigde van den prefect; 3° drie leden van de magistratuur. Dit bureel heeft het recht om alle inlichtingen te nemen over de middelen van den aanvrager en verzoekt de tegenpartij ten zijnen overstaan het vraagstuk van behoeftigheid te behandelen.

Dat is eene eerste mogelijke hervorming.

Doch onze wetgeving schijnt aan te nemen dat men slechts een volstrekt begrip van de behoeftigheid hebben moet; volgens de wet, is men behoeftig of men is het niet. Nu, de behoeftigheid is hoofdzakelijk betrekkelijk: subjectieve betrekkelijkheid, ten aanzien van de personen die min of meer behoeftig kunnen zijn; objectieve betrekkelijkheid, ten aanzien van de rechtsvorderingen, die uit haren aard min of meer duur kosten.

Ondersteld dat een bureel van bijstand voor het gerecht tot stand komt, waarom zou het niet kunnen beslissen dat een *betrekkelijk* behoeftige aanzoeker kosteloze rechtspleging erlangt mits overlegging, ter griffie, van honderd, twee honderd of elke andere te bepalen som?

Werden die sommen bij voorrecht bestemd tot het betalen van de kosten waaraan de tegenpartij blootstaat om zich te verdedigen tegen den behoeftige, welke voortuitgang ware niet verwezenlijkt! Hoezeer ware niet verzacht een onrecht, waartegen met reden wordt opgekomen door zooveel kleine nijveraars en patroons, beklagenswaardige slachtoffers van het misbruik van *Pro Deo*!

Moet men het zoover drijven dat men aan de openbare ambtenaren die hunne medewerking verleen en aan de kosteloze rechtsverordeningen, ja zelfs aan de van ambtswege aangestelde advocaten eene vergoeding zou verleen en uit 's Lands Schatkist? Het komt ons voor dat de oplossing van dit vraagstuk afhankelijk is van de doelmatige beteugeling der misbruiken;

immers, niemand zou klagen indien het voordeel van de kosteloze rechtspleging werd beperkt binnen redelijke grenzen.

De heer Minister van Justitie, overtuigd van de werkelijkheid van het kwaad waarover wordt geklaagd, heeft ter studie gelegd de beteugeling der misbruiken in zake van kosteloozen bijstand voor het gerecht; wij mogen dus eerlang eene oplossing verwachten; wellicht kan de achtbare Minister, bij de behandeling van deze Begrooting, zijne inzichten te dien opzichte aan de Kamer mededeelen.

*
* *

Aan de Middenafdeeling werd overgemaakt een verzoekschrift van de griffiers en adjunct-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg, vragende dat de Kamer spoedig zou behandelen het wetsontwerp waarbij het bedrag van hun pensioen wordt gewijzigd; de Middenafdeeling uit den wensch dat dit billijk verzoek worde ingewilligd.

Ook de commiezen-griffier bij de vrederechten vragen dat, volgens de beloften van den heer Minister van Justitie, hun toestand ernstig worde verbeterd; deze vraag is volkomen billijk: de ongevallenwet, namelijk, legt aanzienlijk meer werk op aan de griffiers der vrederechten; derhalve vergt de rechtvaardigheid dat de toestand der commiezen-griffier worde verbeterd.

Er bestaat insgelijks aanleiding om andermaal de welwillende aandacht van den heer Minister te vestigen op den toestand van de klerken der parketten: hun werden ontzegd de ruime voordeelen, in 1903 toegestaan aan de secretarissen en hoofdklerken dezer parketten; hiertegen kan niet worden ingebracht dat de klerken kunnen hopen een hooger grad te bekomen, want uit de statistiek blijkt dat de twee derden van hen moeten afzien van elke mogelijke bevordering.

*
* *

De Begrooting van Justitie voor het dienstjaar 1910 werd, in haar geheel, eenparig aangenomen in de Middenafdeeling.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

NERINCX.

